

## EXPLOITATION DES GAZ DE SCHISTE

## L'Algérie prend une option résolue

**C'est en termes de «grand projet» que le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi, parle désormais de l'exploitation des gaz non-conventionnels. Aucune réserve politique, donc, au lancement de cette exploitation dont les répercussions environnementales sont pourtant au cœur d'un débat qui est loin d'être tranché.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Les journées d'études sur les «Tight and Shale Réservoirs», qui se tiennent depuis hier au Sheraton d'Alger à l'initiative de l'Institut algérien de pétrole (IAP), auront, au-delà de la didactique nécessaire à la compréhension d'un dossier hautement polémique, le mérite de préciser l'intention, jusque-là, indicible du gouvernement.

Et qui plus indiqué que le ministre de l'Énergie et des Mines, rescapé du dernier remaniement ministériel, pour décliner la feuille de route qui se veut transition du conventionnel vers le non-conventionnel.

Dans son allocution d'ouverture des travaux, lue par son conseiller Ahmed Mecheraoui, Youcef Yousfi parle d'un «grand projet pour les hydrocarbures non-conventionnels» et de «conclusions très encourageantes» s'agissant des études déjà effectuées. «Nous sommes assez avancés pour proposer des projets concrets d'hydrocarbures non-conventionnels (Tight Gas, Shale Gas et Oil Gas)».

Le ministre de l'Énergie et des Mines devait également préciser que les blocs pour l'exploration des gaz de schiste sont identifiés. Il ne

reste, a-t-il ajouté, que les accords nécessaires pour l'engagement des projets. Mais pourquoi donc prendre option alors que le débat sur le sujet n'est toujours pas tranché ?

La raison relève de la contrainte, soulignée par Yousfi lui-même et confirmée par de nombreux cadres de Sonatrach-amont.

Le souci majeur qui a dicté cet engagement pour l'exploitation des gaz de schiste est l'épuisement des réserves de gisement gazier de Hassi R'mel, pendant que l'Algérie se doit à la fois d'assurer sa sécurité énergétique mais aussi d'honorer ses engagements contractuels.

«Notre ambition, c'est de garantir à notre pays sa sécurité énergétique à très long terme et de continuer à assurer nos engagements contractuels pour permettre le financement du développement socioéconomique recherché», a souligné Yousfi.



Objectif, garantir la sécurité énergétique à long terme.

## Aucune échéance n'est fixée

Si la feuille de route est là, engagée et presque finalisée dans son chapitre études, l'échéance pour l'exploitation effective des gaz de schiste n'est toujours pas arrêtée. C'est ce qu'a souligné Saïd Sahnoune, vice-président-amont. Ce dernier a indiqué que les gisements identifiés sont prometteurs, le potentiel évalué, a-t-il dit, est de

707 TSF. Une réserve qui placera l'Algérie au 4<sup>e</sup> rang mondial. Mais faudra-t-il aussi réussir l'exploitation qui nécessite, outre la maîtrise des coûts excessivement élevés, une dizaine de millions de dollars pour un seul puits, mais surtout réussir la transition du Service au Puits (conventionnel) vers une industrie manufacturière impérative dans l'exploitation des gaz de

schiste, qui nécessitent des forages de puits approchés et nombreux dans un même champ. On n'en est pas encore là.

La phase est à la consolidation des données, a précisé Sahnoune. Il faudra compter quelques années encore pour assister à l'entame de la phase exploitation proprement dite, laquelle suppose la réunion au préalable d'une multitude de conditions qui vont de la maîtrise technique au palliatif de sécurité sur l'environnement. Car les géologues continuent à alerter sur les risques patents de la contamination de la nappe albienne par les rejets chimiques, ceci en sus de l'épuisement de la nappe elle-même.

«La ressource albienne sera considérablement entamée, car la fragmentation hydraulique suppose des volumes énormes d'eau. Car comme les gisements identifiés se trouvent près de l'Albien, c'est de cette nappe que l'eau sera puisée. La nappe sera également contaminée, inéluctablement, par les rejets chimiques, car le procédé d'extraction suppose l'usage d'adjuvants chimiques», a averti un cadre de Sonatrach-amont, sous couvert de l'anonymat.

S. A. I.

## CNAN GROUP

## Un front syndical pour sauver les 247 marins d'IBC

**Le représentant des travailleurs salariés d'IBC a annoncé, hier, à Alger, la tenue prochaine d'une réunion entre toutes les filiales de Cnan Group pour la constitution d'un front syndical commun.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Les 247 marins de l'International Bulk Carriers (IBC), au chômage forcé depuis mai 2012, soit au lendemain du conflit qui a opposé la maison mère Cnan à son partenaire étranger, le Groupe Pharaon, semblent n'avoir plus de choix que de radicaliser leur action.

Réunis hier, au siège de l'UGTA, beaucoup n'ont pas pu retenir des sanglots, en prenant la parole. C'est le cas de ce père de famille en fin de carrière et qui travaille, aujourd'hui, occasionnellement avec un salaire dérisoire et une retraite incertaine.

«Si j'étais encore jeune, je serais parti chercher du travail ailleurs, mais il se trouve que j'ai plus de 25 ans de service dans le secteur maritime, comment peut-on aujourd'hui nous abandonner,

nous qui avons beaucoup donné pour la Cnan.», a-t-il regretté. Un autre explique que la Cnan leur faisait appel à eux de temps à autre lorsqu'il y a des bateaux étrangers qui accostent.

«Nous étions salariés permanents à la Cnan et voilà qu'aujourd'hui, nous nous retrouvons travailleurs sous contrat, avec des salaires dérisoires, et que d'ailleurs nous ne percevons plus, pendant qu'IBC reste otage d'un conflit dans lequel nous ne sommes pour rien...», a-t-il ajouté de son côté.

C'est pour cette raison que le SG du syndicat des travailleurs salariés d'IBC, Boutichane Rabah, a annoncé hier lors de l'assemblée générale, la tenue prochaine d'une réunion avec l'ensemble des filiales Cnan pour constituer un syndicat commun qui aura la force



Les travailleurs d'une des filiales de la Cnan radicalisent leur mouvement de protestation.

de défendre les travailleurs du secteur. Pour rappel, trois navires (*Djebel El Onk*, *Djebel Refha*, *Djebel Kssel*), qui assuraient les postes d'emploi pour ces derniers, sont bloqués depuis plus de trois ans en Grèce. De même pour les cinq autres navires (*El Hadjar*, *Ain-Témouchent*, *El N'mamecha*,

*Nedroma*, *Blida*), accostés en Malaisie depuis le début du conflit et pour lesquels la compagnie paye les frais de gardiennage.

Enfin, Boutichane Rabah a appelé le nouveau gouvernement à trouver au plus tôt une solution à leur problème.

M. M.

RENOUVELLEMENT  
DES CONTRATS  
GAZIERSL'échéance  
approche

Après le renouvellement du contrat gazier qui la lie à la Turquie, l'Algérie devra se préparer à des négociations avec les Français et les Italiens. Avec ces derniers, les contrats devront être renouvelés à l'horizon 2020. Entre-temps, l'une des deux parties contractantes peut, conformément à la clause qui permet une révision chaque trois ans, proposer une révision des prix.

Une source du ministère de l'Énergie et des Mines a exclu tout risque de conflit avec ces deux partenaires qui conduirait à l'arbitrage judiciaire, comme ce fut le cas avec les Espagnols.

S. A. I.

## NOMENCLATURE EN STATISTIQUES

## À la recherche d'harmonisation

**Uniformiser les nomenclatures en matière de statistiques. C'est le vœu exprimé par le directeur général de l'Office national de statistiques qui appelle l'ensemble des institutions à adopter des normes transparentes et comprises par tous.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les acteurs de plusieurs secteurs d'activité étaient, hier, réunis pour un séminaire de sensibilisation à l'usage uniforme des nomenclatures organisé conjointement par l'ONS et programme d'appui à la mise en

œuvre de l'accord d'association en Algérie (P3A). A l'ordre du jour, des interventions appelant l'ensemble des secteurs fournissant de l'information statistique à se conformer aux nomenclatures adoptées pour éviter les incompréhensions. Le directeur général

de l'ONS a estimé que la question des nomenclatures constitue le second pilier qui soutient tout appareil statistique.

Toute la difficulté réside dans la capacité des institutions à les comprendre, les simplifier et les adopter pour fournir des statistiques fiables.

L'urgence, selon le directeur de l'ONS, réside dans l'adoption de nomenclatures déjà mises en œuvre sous d'autres cieux pour éviter la marginalisation mais de

les adapter aux réalités nationales, voire régionales.

En la matière, affirme-t-il, l'Algérie est leader. Il rappelle néanmoins aux institutions qu'il ne s'agit pas seulement de se conformer à des textes mais de percevoir l'importance de comprendre et de se conformer aux nomenclatures.

Le fait d'avoir la même nomenclature de référence avec les mêmes concepts et les mêmes définitions facilite les

transferts et les utilisations de données administratives, sans coûts supplémentaires pour obtenir des données statistiques. Cela permet également d'arriver à des analyses plus ou moins fines et fiables.

Des experts étrangers prenaient hier part au séminaire de sensibilisation pour exposer les expériences de leurs pays en matière d'harmonisation des nomenclatures statistiques.

N. I.